



La mesure de la croissance



1^{ère} leçon – Le produit intérieur brut

I – Définition générale et historique

1. Définition générale et formule

La croissance économique est l'augmentation soutenue, sur longue période, d'un indicateur de création de richesses ou de production d'un pays. Généralement, les économistes retiennent le Produit Intérieur Brut (PIB). Il mesure, en valeur, les quantités produites par l'économie au cours d'une année.

Lorsque le PIB augmente, on dit que le pays enregistre « une croissance économique ».

Quand il stagne, on parle de croissance nulle, de stagnation.

Quand il recule, le pays est en récession économique.

Attention, quand la hausse du PIB passe de 3% une année à 2% la suivante, le pays est toujours en croissance ! Ne confondons pas le PIB, terme exprimé en monnaie, et la croissance, exprimée en pourcentage ; « un PIB de 2% », cela ne veut rien dire...par contre, on pourra parler d'un taux de croissance du PIB de 2 %.

Le PIB peut donner une indication du niveau de vie moyen d'une population, c'est-à-dire la quantité de biens et de services dont dispose en moyenne une société.

Formule : le niveau de vie moyen se mesure :

Niveau de vie moyen = PIB / Population

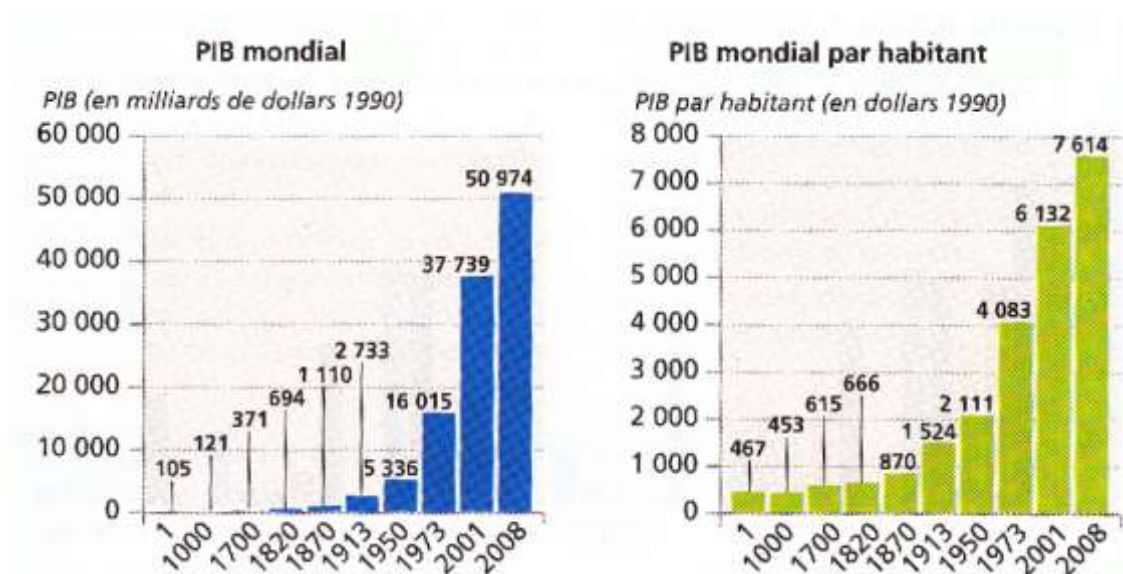
Si la croissance économique est supérieure à la croissance démographique, elle permet d'élever le niveau de vie moyen. Il s'agit bien entendu d'une moyenne, l'ensemble de la population n'augmente pas forcément son niveau de vie.

2. Historique

Un peu d'histoire : la révolution industrielle

Vers le milieu du XVIII^e siècle, la révolution industrielle provoque une rupture marquée par l'émergence de nouvelles techniques dans le domaine industriel. La plus célèbre d'entre elles est la machine à vapeur de James Watt qui va permettre de développer l'industrie textile, les chemins de fer, puis les bateaux à vapeur. La croissance économique moderne va s'appuyer sur un renouvellement technologique permanent et déborder la croissance démographique. À partir du XIX^e siècle, c'est la croissance du revenu par tête qui devient la marque d'une société prospère. La croissance améliore, enfin, les conditions de vie.

Daniel Cohen, *La prospérité du vice* (2009)



Source : Angus Maddison

II - Une définition plus formelle du PIB

1. Mesure de la croissance

Le PIB ou Produit intérieur brut mesure la richesse créée par un pays en une année, c'est-à-dire qu'il indique la valeur de la production de biens et services d'un pays en une année.

C'est un agrégat qui additionne la richesse créée dans le pays par ses agents productifs. Ainsi une entreprise produit une richesse au niveau microéconomique et le PIB mesure la richesse créée au niveau macroéconomique par tout le pays.

La mesure de la croissance par l'intermédiaire du PIB dans l'ensemble des pays permet des comparaisons internationales et historiques. Mais le PIB présente d'énormes inconvénients que de nombreux économistes dénoncent ; c'est pour cela que certains proposent d'utiliser d'autres agrégats.

Il se mesure en additionnant le PIB marchand et le PIB non marchand.



Le PIB marchand recouvre l'ensemble de la production marchande des entreprises installées sur un territoire, c'est-à-dire la richesse créée par leur activité productive. La production marchande est une production vendue à un prix couvrant au moins le coût de production. Il s'agit donc d'une production réalisée par une organisation de production ayant un but lucratif : les entreprises ou sociétés financières ou non financières.

2. La valeur ajoutée

Une entreprise, nous l'avons vu en Première, combine des facteurs de production (capital et travail) en vue de la production d'un bien qui sera vendu sur un marché. Elle vend ses produits (ou ses services) et sa recette s'appelle le chiffre d'affaires (CA).

$CA = \text{Production vendue} \times \text{Prix de vente.}$

Pour produire, l'entreprise a utilisé des biens intermédiaires qui sont transformés et/ou détruits dans le processus de production (énergie, matières premières). Ce sont les consommations intermédiaires que l'entreprise, la plupart du temps, a acquis auprès d'autres producteurs.

Du point de vue de la comptabilité nationale, qui calcule le PIB, il ne faut donc ni éliminer ces biens transformés en ne comptabilisant que la production finale, ni les compter plusieurs fois, ce qui serait le cas en additionnant les CA de toutes les entreprises.

La première opération du compte de résultat est précisément de soustraire les consommations intermédiaires du chiffre d'affaires. Le solde obtenu est la Valeur Ajoutée.

Qu'est-ce que la croissance économique ?

La croissance économique est l'accroissement durable de la production globale d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer. C'est aussi un phénomène de longue période. En effet, une augmentation brutale et sans lendemain de la production nationale ne correspond pas à la croissance économique. Il ne faut donc pas confondre croissance et expansion, l'expansion caractérisant une augmentation de la production sur une courte période.

J-Y Capul et O. Garnier, Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Hatier, 2011.

3. Le calcul du Produit Intérieur Brut

Ainsi, le PIB marchand se mesure par la somme des valeurs ajoutées. Certains produits ne sont pas vendus au cours de l'année de production, ils sont stockés. D'autres sont vendus au cours de l'année étudiée, mais ont été produits une année antérieure, ils ont été déstockés par les entreprises.



$$\text{PIB marchand} = \sum \text{VA} \pm \text{stocks}$$

Remarquons qu'il faut connaître le prix de vente pour mesurer la valeur d'un bien ou service.

La valeur du bien ou service dépend du prix de marché, et est donc soumise à l'inflation.

Au PIB marchand s'ajoute la production non marchande (ou le PIB non marchand). Elle est fournie à titre gratuit ou quasi gratuit, c'est-à-dire que son prix de vente est inférieur ou égal au coût de production. Le but de la production n'est pas lucratif. La production non marchande prise en compte dans le PIB est celle fournie par les administrations publiques et les associations.

Par définition, s'il n'y a pas de prix de vente, ou s'il est inférieur au coût, on ne peut pas retenir un chiffre d'affaires et encore moins une valeur ajoutée à la production non marchande.

L'INSEE pose alors que la valeur de la production non marchande d'un bien ou service est équivalente au coût de production de ce bien ou service. Pour les administrations, la valeur retenue au sein du PIB sera équivalent à leur coût de fonctionnement.

Ainsi, chaque année, le Produit Intérieur Brut se calcule ainsi :

$$\text{PIB} = \text{PIB marchand} + \text{PIB non marchand}$$

Le PIB mesure la valeur des biens et services produits, sur une période donnée, par les agents résidents sur le territoire national (d'où le « Intérieur ») avant la prise en compte de la dépréciation du capital (d'où le « Brut »). Il existe trois manières de calculer le PIB. En effet, il est égal à la somme des valeurs ajoutées par les résidents, aux revenus distribués ou à la somme de la consommation, de l'investissement, et des exportations nettes des importations (X-M).

Dans une vision simple du PIB, l'économiste s'en tient à la définition ci-dessus. Pour simplifier, le PIB est la somme des valeurs ajoutées. Une définition plus formelle ajoute d'autres paramètres et devient :

Calcul du PIB : Somme des valeurs ajoutées brutes + Impôts sur les produits (TVA + droits de douane) – Subventions sur les produits.

Faire la somme des valeurs ajoutées, c'est ajouter la production réellement réalisée par tous les agents économiques. Cela permet donc de connaître la production totale réalisée dans l'année. Cependant, les valeurs ajoutées sont évaluées au prix de base, c'est-à-dire sans les impôts sur les produits dont, notamment, la TVA. Les valeurs ajoutées étant calculées hors taxes, il faut ajouter les impôts sur les produits pour avoir le PIB « au prix du marché » (prix proposé aux consommateurs). On soustrait le montant des subventions car elles constituent une aide de l'État. Ce ne sont donc pas des richesses créées par les agents.



Exercice 1

Vous répondrez aux questions suivantes à l'aide des documents de l'introduction.

1. À partir de quelles dates le PIB mondial augmente-t-il de manière significative ?
2. Calculez le taux de variation du PIB mondial et le taux de variation du PIB par habitant entre 1820 et 2008. En déduire le taux d'accroissement de la population sur la période.
3. Pourquoi mesure-t-on le niveau de vie par le PIB/habitant ?



2^{ème} leçon – Les critiques du PIB

Le PIB constitue un outil de mesure, « un thermomètre » de l'activité économique. Il n'est pas exempt de critiques internes (évalue-t-il bien la richesse ?) ou externes (donne-t-il une idée du développement d'un pays, du bien-être de ses habitants ?) et doit être considéré à sa juste place. Une croissance soutenue est le signe que l'économie d'un pays se porte bien, que des emplois sont créés, une certaine richesse distribuée, etc. Sans que l'on puisse avec certitude établir un lien logique, mathématique, entre la croissance du PIB et le bien-être des habitants.

I - Des frontières contestables

Le Produit National Brut (PNB) est la mesure de la valeur créée par les agents de la nationalité du pays étudié. Ainsi, la production d'une entreprise française établie à l'étranger sera comptabilisée dans le PNB mais pas dans le PIB. Le PNB, peu utilisé de nos jours, est équivalent au Revenu National Brut (RNB). Pour passer du PIB au RNB, il faut ajouter les revenus tirés du reste du monde et en retrancher les revenus versés au reste du monde. Pour la plupart des pays qui commercent de manière équilibrée avec le reste du monde, la différence entre ces agrégats est assez faible (moins de 2%, par exemple, dans le cas de la France). Certains pays qui versent et/ou reçoivent beaucoup de l'étranger (États-Unis) auraient avantage à raisonner en termes de PNB. Pour beaucoup de pays en développement, qui accueillent des entreprises étrangères, la comparaison en termes de RNB est plus pertinente pour connaître la richesse moyenne de ses habitants.

Ainsi, l'Irlande n'a cessé de progresser dans le classement basé sur le PIB par habitant depuis 1999, et elle fait désormais partie des cinq pays de l'OCDE les mieux classés. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution remarquable, notamment un afflux d'investissements étrangers dans des activités à forte valeur ajoutée. Mais, comme une partie des profits et des recettes générés par ces entrées d'investissements (et de main-d'œuvre étrangère) revient vers les pays d'origine, on peut se demander si le PIB par habitant reflète correctement la richesse réelle de l'Irlande. En Irlande, les sorties de bénéfices et de revenus, effectuées essentiellement par les grandes entreprises multinationales qui y sont implantées, excèdent de très loin les rapatriements de revenus. Ainsi, dans un classement établi en fonction du RNB, l'Irlande se retrouverait au 17^e rang. En d'autres termes, alors que les revenus par habitant sont élevés en Irlande, le RNB indique qu'il en subsiste moins dans le pays que ne le laisserait penser le PIB.



II - Le travail domestique

Le PIB ne mesure pas la production bénévole et la production domestique. En France, cette dernière a pourtant été évaluée, par une enquête de l'INSEE de mars 2011 dans laquelle les heures de travail domestique des français sont valorisées au SMIC, à 26% du PIB.

Si une personne épouse sa femme de ménage ou son homme de ménage, alors le PIB baisse, puisqu'elle supprime une activité économique rémunérée sur un marché !

Certains économistes proposent de prendre en compte cette production par le principe de la tierce personne qui consiste à donner une valeur à des activités qui ne sont pas rémunérées. Par exemple, pour connaître la valeur d'un repas préparé par un parent pour sa famille, on pourrait calculer le coût horaire de l'embauche d'un cuisinier par cette même famille ou pour connaître la valeur de la garde d'un enfant par ses grands-parents, on calculerait le coût d'une personne embauchée comme baby-sitter.

III - Les activités légales et illégales

C'est le cas notamment des activités légales non déclarées et des activités illégales qui forment une « économie souterraine » (estimée à 5,9% des emplois en France, mais à 26,9%... en Grèce en 2008) ou encore une économie informelle. Il paraît naturel d'exclure les trafics illégaux de la richesse nationale, ils sont pourtant une composante essentielle de l'économie de certains pays, comme la Colombie (drogue).

Les imprécisions du PIB

Le « produit intérieur brut par habitant », qui rapporte le PIB à la taille de la population du pays, constitue un indicateur naturel du niveau de vie individuel moyen du pays en question. Il permet notamment les comparaisons internationales, sous réserve de convertir les PIB des différents pays dans une même unité monétaire à partir des taux de change courants ou, ce qui est plus robuste, à partir d'indicateurs dits de « parités de pouvoir d'achat » (PPA) qui permettent de tenir compte des écarts de prix entre les pays (les pays les plus pauvres bénéficient généralement de prix plus faibles que les pays riches pour les biens alimentaires et les services de base) et qui présentent l'avantage de ne pas fluctuer sensiblement d'une année sur l'autre comme peuvent le faire les taux de change courants.

En raison de sa simplicité et du fait qu'il se prête bien aux comparaisons internationales—les données étant rapidement disponibles et élaborées de manière comparables par les statisticiens des différents pays—le « PIB par

habitant » reste l'indicateur macroéconomique le plus couramment utilisé pour évaluer le niveau de vie d'un pays, même si les limites conceptuelles et statistiques de cet indicateur ne doivent pas être ignorées :

- les indicateurs de PIB et de « parité de pouvoir d'achat » restent empreints d'une certaine incertitude et des différences de méthodologie statistique demeurent parfois d'un pays à l'autre, malgré la rigueur des normes de mesure internationales ;

- le PIB n'est pas non plus un indicateur parfait du « bien être économique » propre à chaque pays : il ne prend notamment pas en compte la perte de loisirs et la dégradation de l'environnement qui peut résulter du processus de production de richesses ;

- enfin le PIB et le « PIB moyen par habitant » ne donnent pas d'indication sur la répartition des richesses produites au sein de la population ni sur la qualité des infrastructures publiques et sociales du pays en question.

Pour autant, sans préjuger des choix publics collectifs, le PIB n'en reste pas moins un indicateur clef de la « capacité » de chaque pays à investir dans les infrastructures et les politiques publiques (éducation, santé, culture...) nécessaires au bien être de sa population.

Alain Lambert (ancien ministre) sur <http://www.alain-lambert-blog.org> (2005)

IV - La dépréciation du capital

Le PIB ne compte pas les pertes de patrimoine naturel mais il compte positivement sa destruction organisée. Les « externalités négatives » sont ainsi comptabilisées positivement dans le calcul de la richesse nationale.

Ainsi, la destruction organisée de la forêt amazonienne est une activité qui fait progresser le PIB mondial. Nulle part, on ne compte la perte du patrimoine naturel qui en résulte, ni ses conséquences diverses sur le climat, la biodiversité, le long terme et les besoins des générations futures.

De même, une entreprise qui pollue une rivière pour assurer sa production et contribuer ainsi au PIB occasionne des dégâts qui ne sont pas considérés en tant que tels dans les comptes de la richesse économique, rappellent Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, « Les nouveaux indicateurs de richesse » (2005).

V - Des comparaisons difficiles

Du fait de la hausse des prix, différentes d'un pays à l'autre, les comparaisons internationales des PIB sont difficiles à établir, sur longue période. Vous trouverez des PIB « en volume » ou « à prix constants » qui retrament la hausse des prix et facilitent les comparaisons.



1. La Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)

Une estimation du PIB mondial ou des comparaisons entre différents pays font apparaître un retraitement des chiffres du PIB en « parité de pouvoir d'achats ». Les calculs retiennent des taux de change fictifs (et non pas les taux de change observés sur les marchés financiers) qui permettent à la monnaie d'obtenir la même quantité de biens dans chaque pays. Les taux de change retenus reflètent ainsi le pouvoir d'achat de chaque pays. On observera donc l'évolution du PIB « en données PPA » exprimé en dollars, ou en euros, par exemple.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM) du PIB durant la décennie 2000

Pays	2000 / 2010 en % annuel	Pays	2000 / 2010 en % annuel
Allemagne	1,4	Irlande	3,7
Autriche	4,1	Italie	4,4
Belgique	2,8	Lettonie	3,0
Bulgarie	0,7	Lituanie	1,8
Chypre	2,1	Luxembourg	1,3
Danemark	3,8	Malte	3,9
Espagne	1,8	Pays-Bas	1,1
Estonie	1,1	Pologne	3,2
Finlande	2,4	Portugal	4,1
France	1,9	République Tchèque	1,4



Grèce	2,5	Roumanie	4,8
Hongrie	0,3	Royaume-Uni	2,7
Slovaquie	2	Slovénie	1,2
Suède	1,3	UE à 15	1,7
UE à 27	2,2	États-Unis	0,7
Turquie	3,4	Suisse	0
Islande	1,6	Japon	1,6
Norvège	3,9		

Source : Eurostat, mai 2011

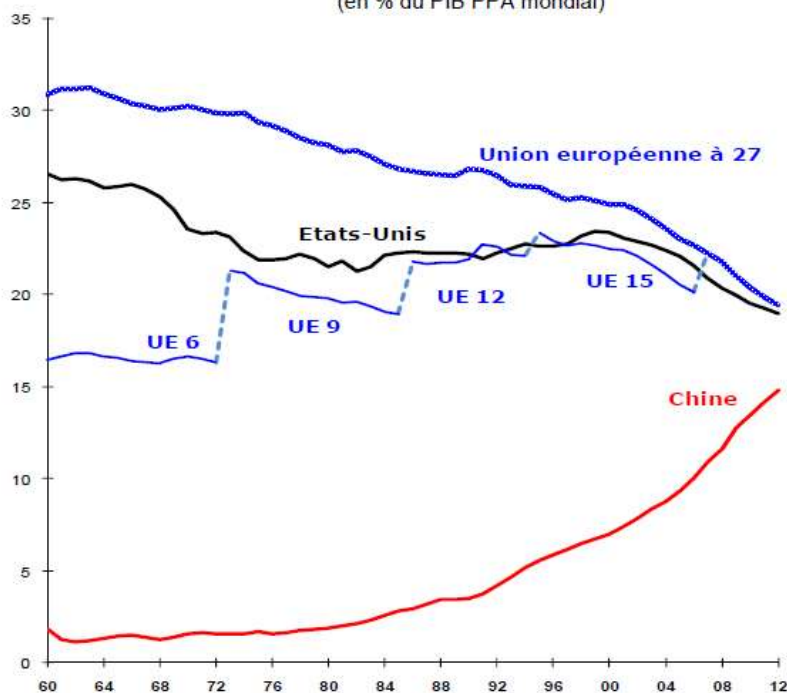
Lecture : entre 2000 et 2010, la croissance du PIB de la France a atteint 1,9% chaque année, en moyenne. Contre une croissance moyenne de 2,7% l'an, au Royaume-Uni, sur la période.

Evolution des parts dans le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat 2005*

1960 – 2012

(en % du PIB PPA mondial)

PIB mondial



Source : CEPII, base de données CHELEM-PIB

Exercice 2

Aidez-vous des documents ci-dessus.

1. Que signifie « PIB en volume » ? Quelle opération a-t-on effectué ?
2. Construisez une phrase avec le TCAM de la Grèce. Quel commentaire vous inspire ce chiffre au-regard de ce que vous savez de ce pays ?
3. Peut-on évaluer la croissance du PIB mondial d'après le document du CEPII ?
4. Pour réviser : notez les imperfections du PIB pour mesurer la richesse économique d'un pays.





3^{ème} leçon – L'indice de développement humain (IDH) et les autres indicateurs

Le PIB ne reflète qu'une activité économique : la production de biens et services.

Or d'autres critères sont importants pour évaluer le bien-être de la population : le niveau d'éducation, la pauvreté, les inégalités de revenu et de patrimoine, la situation spécifique des femmes, le niveau de santé, etc. Tout ce que l'on regroupe sous le vocable « développement ». Une autre façon d'aborder les choses serait de demander aux habitants leur niveau de bien-être, de satisfaction, etc.

Bien sûr, en bonne logique, une croissance économique soutenue permet, dans un pays, d'améliorer le sort de ses habitants : l'État peut prélever des impôts plus facilement et construire des infrastructures, des établissements de santé, des écoles, procéder à une redistribution des richesses, etc. Selon la nature de l'État – démocratique ou dictatorial-, le niveau de corruption, de volonté politique, la croissance et le développement ne vont pas toujours de pair, même si l'un va rarement sans l'autre.

I - L'Indice de développement humain

Définition et utilité

l'IDH ou Indice de développement humain, est un indicateur composite mis au point sous l'influence d'Armatya Sen au sein du PNUD (programme des Nations Unies pour le Développement). Il a pour objectif de compléter l'approche en termes de PIB, trop réductrice, en combinant trois éléments : la longévité et la santé, l'instruction et l'accès au savoir, le niveau de vie (PIB/habitant). La comparaison du classement des pays en fonction du seul PIB par tête et en fonction de l'IDH permet de souligner que le développement humain ne se limite pas à la croissance de la production.

C'est un indicateur « composite » : là où le PIB n'est finalement qu'une gigantesque addition de valeurs ajoutées, l'IDH mélange des données hétérogènes. Les critères de l'IDH sont pondérés et retravaillés pour obtenir un chiffre compris entre 0 et 1. Au-dessus de 0,77 point, plus un pays se rapproche de 1, plus il est considéré comme développé, ayant un niveau de développement humain satisfaisant. Au contraire, un IDH en dessous de 0,47 traduit un fort retard de développement.

Critiques

Cependant, l'IDH apparaissant lui-même comme insuffisant pour rendre compte du bien-être, d'autres indicateurs ont été construits pour mesurer notamment la pauvreté ou la situation spécifique des femmes.



D'autre part, la construction même de l'IDH rend peu comparable les évolutions dans le temps ainsi que la comparaison entre deux pays proches. Et son caractère composite, finalement, donne peu de renseignements : que signifie qu'un pays a un IDH de 0,784 et un autre de 0,864 ? Au fond, pas grand-chose, sauf à en détailler les composantes. Les choix des pondérations peuvent paraître arbitraires, tandis que des critères manquent, inévitablement. La plupart des pays développés ont réussi à endiguer la mortalité infantile, ont un accès élevé à l'éducation, affichent une espérance de vie assez proche ; d'une année sur l'autre, les progrès sont désormais minimes : dans ces conditions, les différences entre pays, en termes d'IDH tiennent à sa composante richesse, c'est-à-dire au PIB ! Voilà bien des calculs inutiles...

En France, La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2008), officiellement nommée « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », a été installée par Nicolas Sarkozy en Avril 2008 et a rendu son rapport en septembre 2009. Elle rassemble deux économistes réputés : Joseph Stiglitz de l'Université de Columbia et Amartya Sen, de l'Université de Harvard.

La Commission a développé une réflexion sur les moyens « *d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives* » et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse. À propos du PIB, les recommandations suivantes organisent un programme de recherches, conduit notamment au sein de l'INSEE : 1) Se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production. 2) Prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation. 3) Adopter le point de vue des ménages. 4) Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses. 5) Élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes.

Document : L'inégalité des revenus persiste

Dans son rapport sur le développement de 2010, le PNUD dresse un bilan mitigé de l'évolution de l'IDH. Certes, de 1970 à 2010, l'IDH mondial a augmenté de 41 % (de 18 % depuis 1980) et celui des pays les moins développés au regard du développement humain a progressé plus vite que celui des pays très développés (+ 1,24 % en moyenne de 1980 à 2010 contre + 0,51 %). Sur 135 pays représentant 92 % de la population mondiale, trois pays seulement – la République démocratique du Congo, la Zambie et le Zimbabwe – ont un IDH plus bas aujourd'hui qu'en 1970.

Cependant, les trois composantes de l'IDH – l'éducation, la santé et les revenus – n'ont pas connu la même évolution.

Les progrès les plus importants ont concerné l'éducation avec une hausse des taux de scolarisation et plus d'équité entre les filles et les garçons grâce à une participation plus active de l'État. Mais les gains sont plus quantitatifs que qualitatifs.

La situation sanitaire s'est dégradée dans dix-neuf pays et, dans six pays d'Afrique subsaharienne et trois pays de l'ex-URSS, l'espérance de vie est inférieure aux niveaux de 1970.

En ce qui concerne les revenus, il n'existe pas de convergence car, au cours des quarante dernières années, la croissance des pays riches a été plus forte que celle des pays pauvres. Seul un petit groupe de pays ayant commencé pauvres a pu rejoindre les pays à

hauts revenus. Depuis les années 1980, l'inégalité des revenus a augmenté dans deux pays sur trois.

La convergence constatée pour l'IDH donne donc une image plus optimiste que celle de l'évolution des revenus pour laquelle la divergence s'est poursuivie.

Manuel Magnard (2012)



II - Quelques autres indicateurs

L'indicateur de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) : prend en compte les inégalités dans la distribution de la santé, de l'éducation et du revenu ; plus l'IDHI est bas (et plus sa différence avec l'IDH est grande), plus l'inégalité est forte. Nous appliquons cette mesure à 134 pays.

Indice d'inégalité de genre (IIG) pour mesurer les inégalités entre les femmes et les hommes, il prend en compte divers indicateurs comme le taux de mortalité maternelle, le taux de fertilité chez les adolescentes, la proportion de sièges parlementaires détenus par les femmes et les hommes...

L'IPH, indice de pauvreté humaine (1997) qui tient compte des conditions de vie en mesurant le niveau de développement des plus pauvres (plus l'IPH est élevé, plus le pays est pauvre). Il reprend en compte les deux éléments de l'IDH : espérance de vie et éducation (pourcentages d'adultes analphabètes). Au-delà de ces deux indicateurs, l'IPH intègre des indicateurs sur les conditions de vie : pourcentage de la population n'ayant pas accès à des services publics essentiels (santé et eau potable) et le niveau de malnutrition (mesuré par la part d'enfants de moins de 5 ans qui en sont victimes).

Un nouvel indicateur, l'indice de bien-être économique (IBEE)

Il s'agit d'une moyenne de quatre indicateurs portant sur les flux de consommation, les stocks de richesses (économiques, humaines, environnementales), les inégalités et la pauvreté, et l'insécurité économique (risques liés au chômage, à la maladie, à la vieillesse et à ceux des familles monoparentales).

Le PIB vert ou l'Indice de progrès véritable est un indicateur qui mesurerait les richesses d'une économie en soustrayant les effets négatifs pour le bien-être (pollution, inégalités...) et en ajoutant tout ce qui participe au bien-être (travail domestique, travail bénévole). Pour cela, il faudrait attribuer une valeur monétaire à tous ces indicateurs ce qui paraît difficilement faisable. (cf. J. Tinbergen et le « bonheur national brut » qui tiendrait compte des nuisances engendrées par la croissance économique »).

Le Roi du Bhoutan, dès 1972, proposait un indicateur nommé « Bonheur National Brut » composé de 72 critères, censés représenter le bien-être de la population. Influencé par les valeurs spirituelles bouddhistes, cet indice s'éloigne sensiblement de la vision matérialiste de l'Occident. Il n'est, sur le fond, pourtant pas plus critiquable qu'un autre. Si ce n'est qu'il fait la part belle au « ressenti » des individus au détriment de données plus objectives. On sait qu'un simple fait divers, une menace d'attentat, des tensions aux frontières, peuvent affecter le sentiment des habitants d'un pays quant à leur situation.

De son côté, l'OCDE a conçu un indicateur « interactif » qui permet à tout à chacun de « mesurer et de comparer sa propre qualité de vie en dépassant le cadre



classique des statistiques du Produit Intérieur Brut. »
<http://www.oecd.org/fr/general/locdelancevotreindicevivremieux.htm> (en français)

Sur le site <http://www.oecdbetterlifeindex.org/> (en anglais) vous pouvez définir les critères les plus importants pour vous (santé, éducation, justice, niveau de l'emploi, des salaires, etc.) et trouver ainsi le ou les pays de vos rêves !

Indicateurs de la croissance et du niveau de vie pour quelques pays¹ du monde (2000-2010)

Pays	PIB PPA en milliards de dollars (base 2005) 2010	Population en millions d'habitants 2010	PIB PPA par hab. en dollars (base 2005) 2010	Croissance 2000-2010 moyenne annuelle en %			Indice de développement humain 2010
				PIB	Population	PIB/habitant	
Monde	67 873	6 854	9 903	3,5	1,2	2,3	0,624
États-Unis	13 270	314	42 295	1,7	0,9	0,7	0,902
Mexique	1 414	109	13 035	1,8	1,0	0,8	0,750
Brésil	1 960	196	10 026	3,6	1,2	2,4	0,699
Allemagne	2 737	82	33 496	0,9	-0,1	0,9	0,885
France	1 928	63	30 624	1,1	0,7	0,5	0,872
Royaume-Uni	2 005	62	32 085	1,4	0,6	0,8	0,849
Russie	2 009	140	14 315	4,8	-0,4	5,2	0,719
Algérie	268	35	7 556	3,7	1,5	2,2	0,677
Nigeria	336	159	2 111	6,3	2,4	3,8	0,423
Japon	3 939	127	30 893	0,8	0,0	0,8	0,884
Thaïlande	530	68	7 784	4,3	0,9	3,4	0,654
Chine	9 105	1 338	6 804	10,5	0,6	9,8	0,663
Bangladesh	221	164	1 345	5,8	1,6	4,2	0,469
Inde	3 817	1 172	3 258	7,8	1,4	6,3	0,519
Pakistan	421	173	2 440	4,7	2,3	2,4	0,490

► Note : 1. Uniquement des pays dont le PIB PPA est supérieur à 100 milliards de dollars en 2010.

Source : CEPII L'économie mondiale 2012, La Découverte, coll. « Repères », 2011.

Exercice 3

1. Quel bilan peut-on effectuer du développement humain depuis 1970 ?
2. Comparez les positions des pays en fonction du PIB et en fonction de l'IDH, qu'en concluez-vous ?
3. Rédigez une petite synthèse de quelques lignes sur le thème : la croissance est-elle nécessaire au développement ?

